

Après l'assassinat du général Soleimani L'urgence d'un sommet Russie-Chine-États-Unis

Appel de Helga Zepp-LaRouche, présidente du « Mouvement des droits civiques - Solidarité »
notre parti frère en Allemagne.

Le 4 janvier 2019

Avec l'assassinat le 3 janvier du général Qassem Soleimani, commandant de la Force Al-Qods du Corps des Gardiens de la révolution islamique, et héros national en Iran, ainsi que d'Abou Mehdi al-Mouhandis le sous-commandant des Forces de mobilisation populaires d'Iraq, via une attaque de drone près de l'aéroport international de Bagdad, le monde est confronté à un danger d'escalade militaire de riposte en contre-riposte, qui pourrait non seulement conduire à une guerre dans toute l'Asie du Sud-Ouest, mais bien au-delà.

Le Pentagone a publié une déclaration confirmant que Trump a donné l'ordre d'assassiner les deux personnalités, accusant Soleimani « *d'être actif dans la préparation de plans d'attaque contre des diplomates américains et des membres des services en Irak et dans toute la région.* »

Cette déclaration rend le général Soleimani et sa force Al-Qods responsables de la mort de centaines d'Américains et des blessures infligées à des milliers d'autres, et prétend que la frappe était destinée à empêcher de futures agressions iraniennes.



Comme l'a souligné la porte-parole du Ministère russe des affaires étrangères, Maria Zakharova, c'est au Conseil de sécurité de l'ONU, que revient la responsabilité de faire une évaluation des atteintes portées contre des ambassades des différents pays. Or, Washington n'a pas demandé une réunion extraordinaire du Conseil de Sécurité sur cette question.

Il est clair que le Pentagone n'a pas vu le besoin de le faire, puisque la loi « d'Autorisation

d'utilisation de la force militaire » (AUMF), adoptée en 2001 contre les terroristes, légalise l'utilisation de la force militaire par les Américains contre tout ce qu'ils estiment être une menace terroriste.

La désignation en avril 2019 du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (CGRI) en tant que force « terroriste » par le Département d'Etat des Etats-Unis – décision fortement appuyée à l'époque par John Bolton, Conseiller à la Sécurité nationale, et par le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo – a légalisé les attaques par les forces armées américaines contre les individus associés au CGRI, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles ont lieu.

A cette époque, le Colonel Pat Lang (cr) avait averti dans son blog : « *Ces crétiens de néo-conservateurs (Pompeo, Bolton, Hannah, etc.) croient peut-être qu'en réaction à cette décision les iraniens se soumettront à leurs volontés, mais, à mon avis, c'est très peu probable. Ce qui est plus probable, c'est que les CGRI assimilent cette réalité nouvelle et préparent la guerre contre les Etats-Unis.* »

Malheureusement, avec l'assassinat de Soleimani, l'avertissement du Colonel Lang que cette désignation du CGRI comme Organisation Terroriste Etrangère (FTO) conduirait à une guerre contre l'Iran, est en train de devenir une réalité. Ainsi, bien que Bolton ne fasse plus partie de l'administration, ses politiques belliqueuses constituent un legs très dangereux pour Trump aujourd'hui – un piège vers la guerre.

Le tweet de Bolton de ce matin n'est donc pas une surprise : « *Félicitations à tous ceux qui ont été impliqués dans l'élimination de Qassem Soleimani. Ce fut long à accomplir, mais c'est un coup décisif contre les activités malfaisantes de la Force Al-Qods iranienne à l'échelle mondiale. J'espère que c'est le premier pas vers un changement de régime en Iran.* »

Comme on pouvait s'y attendre, le Guide Suprême iranien, Ali Khamenei, a promis une terrible « *vengeance* », et de nombreux manifestants se sont rassemblés dans plusieurs villes iraniennes, criant des menaces de mort contre Trump et exprimant leur haine contre les Américains.

Quelles que soient les opinions des uns et des autres à propos de Soleimani, en Occident ou en Asie du Sud-Ouest, c'est un fait qu'il a sans doute contribué plus que quiconque à la défaite de Daesh, Al Nusra, Al Qaeda et tous les autres, et qu'aux yeux des Iraniens, il est un héros national.

Comme on pouvait s'y attendre également, des proches des Iraniens dans la région ont immédiatement promis des actes de vengeance, de leur côté, et du côté irakien, le gouvernement a annoncé qu'il introduirait le 4 février une loi au Parlement irakien pour mettre fin à la présence américaine dans le pays.

Etant donné la très grande complexité de l'histoire de l'Asie du Sud-Ouest et de ses tensions religieuses ;

étant donné aussi les manipulations de cette région par l'Empire britannique, vieilles de cent ans, telles que le « Grand jeu » avec la Russie, ainsi que le fait que toutes les puissances nucléaires soient impliquées dans ses problèmes, il est certain que l'escalade que nous venons de voir a le potentiel de devenir totalement incontrôlable, quoi qu'en pensent les forces impliquées dans le coup d'Etat contre le Président Trump.

S'il y a bien une leçon à tirer de l'histoire militaire, c'est que **les guerres ne marchent jamais comme on**

les a prévues. Si ceux qui ont créé les conditions de la Première et la Seconde guerre mondiale avaient su comment ces conflits allaient évoluer, ils ne l'auraient pas fait.

Avant que toute escalade puisse avoir lieu entre les Etats-Unis, l'Iran et leurs amis, toutes les personnes qui dans le monde agissent pour la paix devraient exiger l'organisation d'un Sommet États-Unis, Chine et Russie, dans l'esprit du « serment de l'Elbe » [engagement commun pris lors de la rencontre entre les militaires américains et russes à la fin de la deuxième guerre mondiale, ndt].

Il est clair qu'entre le Président Trump – qui a promis de mettre fin aux guerres perpétuelles de son pays et qui a déjà fait quelques pas dans cette direction – et les Présidents Poutine et Xi Jinping, il y a l'intention et la capacité de déjouer les manœuvres des va-t-en-guerre afin d'établir un niveau

de coopération plus élevé. L'existence de ce potentiel est la raison pour laquelle le *Russiagate* – et maintenant la destitution – ont été orchestrés contre Trump. Il est temps que ces trois dirigeants de premier plan relèvent le défi que la destinée historique met entre leurs mains.

Nous appelons nos gouvernements, face au risque de guerre dans le monde, à exiger une réunion des principaux chefs d'Etat pour sauver la paix. Il ne s'agit pas seulement de dire non à la guerre, mais d'établir les conditions de la paix par le développement mutuel et la détente, l'entente et la coopération entre les peuples. En clair, de renoncer à des calculs géopolitiques dignes d'un âge révolu.

Il ne s'agit pas seulement de dire non à la guerre, mais d'établir les conditions de la paix par le développement mutuel et la détente, l'entente et la coopération entre les peuples.